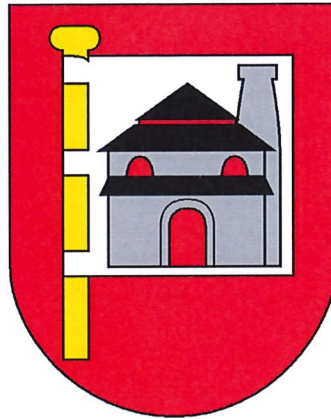


MUNICIPALITÉ DE PERY-LA HEUTTE



REGLEMENT CONCERNANT LES EMOLUMENTS

Le présent règlement doit être pris dans son sens épicène, ainsi les fonctions énumérées au masculin peuvent être attribuées à un homme ou à une femme

Table des matières

I. GENERALITES	2
1. OBJET	2
2. CALCUL	2
3. PERSONNE ASSUJETTIE	3
4. PERCEPTION	3
II. EMOLUMENTS	4
1. DROITS DES PERSONNES, DE LA FAMILLE, DES SUCCESSIONS	4
2. CONTROLE DES HABITANTS.....	5
3. POLICE LOCALE.....	5
4. CONSTRUCTIONS.....	7
• Demandes de permis de construire et questions préalables	7
• Contrôle des constructions	9
• Autres frais.....	9
5. IMPOTS	9
6. PROTECTION DES DONNEES.....	10
7. EMOLUMENTS DIVERS	10
III.	11
IV. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES	11
V. CERTIFICAT DE DEPOT	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

I. Généralités

1. Objet

Principe

Art. 1 ¹ La commune perçoit des émoluments pour les prestations énumérées dans le présent règlement.

² Elle facture en outre les débours nécessaires, tels que frais de port et de téléphone, indemnisation de ses dépenses, honoraires d'experts et frais de publication.

³ Les réglementations en matière d'émoluments figurant dans des règlements spéciaux et les dispositions cantonales en matière d'émolument directement applicables sont réservées.

2. Calcul

Couverture des frais, proportionnalité

Art. 2 ¹ Dans la mesure du possible, chaque émolument doit être calculé de sorte que les recettes (émoluments et débours) couvrent les dépenses consacrées à l'indemnisation des membres du personnel et aux infrastructures nécessaires (150% de la somme des salaires bruts du personnel qualifié concerné).

² L'ensemble des revenus d'une branche de l'administration ne dépassera pas la totalité des charges.

³ Tout émolument est proportionnel au cas auquel il s'applique.

Type de calcul

Art. 3 ¹ Les émoluments sont calculés en fonction du temps employé ou de manière forfaitaire.

² L'application par analogie d'émoluments dont les limites supérieure et inférieure sont fixées par le droit cantonal ou le droit fédéral (barème cadre) est réservée.

Emoluments selon le temps employé

Art. 4 ¹ L'émolument selon le temps employé indemnise le travail effectué par le personnel et les frais d'infrastructure.

² Les émoluments selon le temps employé sont répartis en deux catégories, en fonction de la prestation qui aura été fournie:
a) pour une prestation administrative normale: émolument I,
b) pour une prestation administrative requérant une qualification spéciale: émolument II.

³ Les émoluments selon le temps employé sont calculés en fonction du temps nécessaire pour accomplir la prestation requise. Le temps employé est inscrit dans un rapport.

⁴ Les émoluments selon le temps employé ne sont prélevés que si ce dernier excède un quart d'heure au total.

Emoluments forfaitaires **Art. 5** ¹ Les émoluments calculés de manière forfaitaire indemnisent un service, indépendamment du coût et du travail engendrés.

² Dès que l'indice national des prix à la consommation (INPC) augmente de plus de dix points, le conseil communal adapte l'émolument forfaitaire au renchérissement. Cette adaptation se fonde sur l'INPC valable au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement.

3. Personne assujettie

Art. 6 Est assujettie au paiement d'émoluments et de débours toute personne qui requiert ou occasionne une prestation en vertu du présent règlement.

4. Perception

Remise des émoluments **Art. 7** Si la perception des émoluments entraîne, dans un cas concret, une rigueur excessive pour la personne assujettie, le conseil communal peut, sur demande, y renoncer en partie ou en totalité.

Encaissement **Art. 8** ¹ La commune facture immédiatement et en totalité les créances échues.

² La commune peut envoyer une sommation à la personne assujettie.

³ Si celle-ci ne s'acquitte pas de la somme due, la commune rend une décision en matière d'émoluments et de débours.

⁴ Dès que la décision est entrée en force, la commune poursuit la personne assujettie.

Avance de frais **Art. 9** La commune peut requérir une avance de frais d'un montant approprié avant d'accomplir la prestation demandée.

Avertissement **Art. 10** S'il est probable que l'accomplissement d'une prestation nécessitera une somme de travail particulièrement importante, il convient d'en avertir la personne assujettie avant de poursuivre plus avant le traitement de l'affaire et de la consulter s'agissant de la suite de la procédure.

Echéance **Art. 11** Les émoluments sont échus une fois la prestation fournie.

Délai de paiement **Art. 12** Le paiement des émoluments est échu dans un délai de 30 jours à compter de leur facturation.

Intérêt moratoire	Art. 13 Un intérêt moratoire correspondant à la valeur du taux d'intérêt moratoire fixé par le Conseil-exécutif en matière fiscale ainsi que les émoluments d'encaissement sont dus dès que le délai de paiement est échu.
Prescription	<p>Art. 14 ¹ La prescription des émoluments est de dix ans à compter de leur exigibilité.</p> <p>² La prescription est interrompue par tout acte visant à recouvrer la créance.</p> <p>³ Par ailleurs, les dispositions du Code des obligations sont applicables par analogie en ce qui concerne l'interruption de la prescription.</p> <p>⁴ La prescription est suspendue si la personne assujettie n'est pas domiciliée en Suisse ou ne peut, pour d'autres motifs, être poursuivie en Suisse.</p>

II. Emoluments

1. Droits des personnes, de la famille, des successions

Droit des successions	Art. 15 ¹ Apposition, levée des scellés	Emolument II
	² Conservation d'un testament avec accusé de réception	CHF 30.--
	³ Invitation à l'ouverture d'un testament	CHF 5.-- par personne
	⁴ Ouverture d'un testament avec certificat	Emolument II
	⁵ Extrait de testament	CHF 2.-- par page
	⁶ Attestation de non remise d'un testament	CHF 20.--
	⁷ Certificat d'hérédité selon l'article 559 CCS	CHF 30.--
	⁸ Demande d'un certificat de famille	Emolument I
	⁹ Recherche d'héritier	Emolument I
	¹⁰ Conservation d'un mandat pour cause d'inaptitude au sens de l'article 360 CC, avec accusé de réception.	CHF 30.--

2. *Contrôle des habitants*

Art. 16 ¹ Etablissement et séjour de Suisses	Ordonnance sur l'établissement et le séjour des Suisses (RSB 122.161)
² Etablissement et séjour d'étrangers	Ordonnance concernant les taxes perçues en matière de police des étrangers (RSB 122.26)
Art. 17 ¹ Demande de naturalisation, en général	Emolument II
² Demande de naturalisation pour les jeunes ressortissants et ressortissantes étrangers et les enfants, selon l'article 4, alinéa 2 ONat (RSB 121.111)	Emolument II réduit
³ Demande concernant également des enfants mineurs, selon l'article 4, al. 3 ONat	Gratuit
Art. 18 Certificat de vie	CHF 15.--
Art. 19 Légalisation de documents	CHF 15.--

3. *Police locale*

Police sanitaire	Art. 20 Désinfections: élimination de nids d'insectes	Emolument II plus matériel
Hôtellerie, restauration et commerce de boissons alcooliques	Art. 21 ¹ Si les demandes sont traitées en vertu de la loi sur l'hôtellerie et la restauration (RSB 935.11), dans le cadre d'une procédure d'octroi du permis de construire:	Emoluments selon les articles 29ss
	² Préavis pour	
	a) l'octroi d'une autorisation d'exploitation pour la première fois	Emolument I
	b) le transfert d'une autorisation d'exploitation	Emolument I
	c) l'octroi d'une autorisation unique	Emolument I
	d) la fermeture d'un établissement et l'ordonnance d'une mesure de contrainte administrative	Emolument II
	³ Tenue de la séance de conciliation	Emolument II
	⁴ Réception et contrôle de l'exploitation	Emolument II

Exercice de la prostitution	Art. 22 ¹ Demandes au sens de la loi sur l'exercice de la prostitution (LEP ; RSB 935.90), si elles sont traitées dans le cadre d'une procédure d'octroi du permis de construire	Emoluments selon les articles 29ss
	² Prise de position au sujet de demandes d'autorisation au sens de l'article 18, alinéa 2 LEP	Emolument II
	³ Contrôles au sens de l'article 12, alinéa 1 LEP	Emolument II
Commerce et artisanat	Art. 23 ¹ Préavis des requêtes en octroi d'une autorisation d'installer et d'exploiter des appareils de jeu dans les salons de jeu.	Emolument I
	² Contrôle pour chaque appareil de jeu installé dans un salon de jeu	Emolument I
Utilisation du domaine public	Art. 24 ¹ Octroi d'une autorisation (jusqu'à 10 m ² de surface pour une journée): émolument de base unique	CHF 40.--
	² Pour chaque m ² et chaque jour supplémentaire:	
	– sol en dur (rues, trottoirs, places, etc.): par m ² /jour	CHF --.50
	– sol à revêtement naturel: par m ² /jour	CHF --.20
	³ Emolument journalier maximum (sans émolument de base)	CHF 150.--
	⁴ Il n'est pas prélevé d'émolument pour les autorisations délivrées en vue de recueillir des signatures pour les initiatives et les référendums	
Certificat de capacité civile	Art. 25 Certificat de capacité civile	CHF 15.--
Bureau des objets trouvés	Art. 26 Restitution d'objets trouvés	CHF 10.--
Permis d'achat d'arme	Art. 27 Préavis des demandes de permis d'achat d'arme (émolument communal prélevé par la Police cantonale)	Ordonnance sur l'exécution du droit fédéral sur les armes (RSB 943.511.1)

Taxe des chiens	<p>Art. 28 ¹ La commune perçoit une taxe des chiens conformément à l'article 13 de la loi cantonale sur les chiens.</p> <p>² Les détentrices et détenteurs de chiens âgés de plus de 3 mois domiciliés dans la commune au 1er août sont soumis à la taxe.</p> <p>³ Aucune taxe n'est perçue pour:</p> <p>a) les chiens d'assistance ou d'accompagnement des personnes handicapées</p> <p>b) les chiens se trouvant temporairement dans un refuge pour animaux, en attendant un nouveau placement</p> <p>c) les chiens pour lesquels une taxe a été payée la même année dans une autre commune</p> <p>⁴ La taxe des chiens est de la compétence de l'assemblée municipale qui en fixe la fourchette. Le conseil municipal a la compétence de proposer à l'assemblée lors du vote du budget, un montant situé à l'intérieur de la fourchette.</p>	De CHF 50 à 100.-- par année
-----------------	--	---------------------------------

4. **Constructions**

- **Demandes de permis de construire et questions préalables**

Examen provisoire formel	Art. 29 ¹ Contrôle de la complétude et de l'exactitude du contenu de la demande	Emolument I
	² Contrôle de gabarit	Emolument II
	³ Demande de correction des vices simples	CHF 30.--
Examen provisoire formel et matériel	Art. 30 ¹ Examen des vices formels et matériels manifestes	Emolument II
	² Renvoi pour apporter les corrections voulues	CHF 50.--
	³ Décision de non-entrée en matière/rejet de la demande/décision de radiation du rôle	Emolument II
Examen matériel coordonné (commune = autorité concédante)	Art. 31 ¹ Examen suivant le guide sur la procédure d'octroi du permis de construire	Emolument II

	² Demande de rapports officiels et d'autorisations annexes	CHF 20.-- par demande
	³ Publication	CHF 50.--
	⁴ Communication au voisinage	CHF 50.--
	⁵ Séance de conciliation	Emolument II
	⁶ Décision concernant le permis de construire	Emolument II
	⁷ Autres autorisations:	
	a) exemption de l'obligation de construire un abri	CHF 30.--
	b) protection des eaux	Emolument semblable à celui perçu par le canton (Ordonnance fixant les émoluments de l'administration cantonale ; RSB 154.21)
	c) débouché	CHF 30.--
	d) utilisation du terrain affecté à la route	CHF 100.--
	e) protection contre les incendies	Emolument I
	f) certificat de conformité aux normes énergétiques	Emolument II
	g) raccordement aux conduites d'eau	CHF 30.--
	h) raccordement électrique	CHF 30.--
	i) raccordement à une antenne collective	CHF 30.--
Consultation et proposition (la commune n'est pas l'autorité concédante)	Art. 32 ¹ Examen et traitement d'oppositions	Emolument II
	² Participation à la séance de conciliation	Emolument II
	³ Proposition à l'autorité d'octroi du permis de construire	Emolument II
	⁴ Rapports officiels	conformément à l'art. 31, 7e alinéa du règlement sur les émoluments
Modification de projet / prolongation	Art. 33 Demandes de modification de projet/demande de prolongation du permis de construire	conformément aux étapes de la procédure /analogue à la demande d'octroi du permis
Permis de construire anticipé	Art. 34 Demande d'octroi anticipé d'un permis de construire	CHF 50.--
Début anticipé des travaux	Art. 35 Demande de début des travaux anticipé	Emolument II

- **Contrôle des constructions**

Début des travaux	Art. 36 Annonce du début des travaux (dans une procédure de compensation des charges)	CHF 30.--
Contrôle	Art. 37 Contrôle de chantiers tels que contrôles du gabarit, de l'installation du chantier, des fers d'armature des abris, du gros oeuvre, conformité aux normes énergétiques, raccordement aux conduites d'eau et aux canalisations, police du feu, réception des abris, réception	Emolument II
Mesures	Art. 38 Mesures prises par la police des constructions: instruction de la procédure, décisions (par ex. rétablissement de l'état conforme à la loi)	Emolument II

- **Autres frais**

Aménagement	Art. 39 Du fait d'un projet de construction: Elaboration ou modification a) d'un plan de quartier b) de la réglementation fondamentale en matière de constructions (sont réservés les accords concernant les frais passés dans le cadre d'un contrat ayant trait aux infrastructures)	Emolument II Emolument II
Projets de construction extraordinaires	Art. 40 Charges occasionnées par des projets de construction extraordinaires qui ne relèvent pas de la compétence d'autorisation cantonale (par ex. bâtiments militaires, bâtiments ferroviaires)	Emolument II

5. **Impôts**

Taxation	Art. 41 ¹ Extrait du registre des impôts/établissement d'une attestation de taxation pour des particuliers	CHF 30.--
	² Recherches dans le registre/ renseignement sur la taxation fiscale	Emolument I
Estimation officielle	Art. 42 ¹ Extrait du registre des valeurs officielles (photocopie)	CHF 10.--

² Nouvelle estimation extraordinaire sous suite de frais

Emolument I

6. *Protection des données*

Art. 43 Communication de renseignements et consultation de ses propres données en vertu de la loi sur la protection des données

Gratuit

7. *Emoluments divers*

Recherches

Art. 44 Recherches dans les archives communales/plans/registres, établissement de copies

Emolument I

Travaux de secrétariat

Art. 45 Rédaction de demandes et de lettres ainsi que complètement de formulaires de tout ordre pour des particuliers

Emolument I

Caisse de compensation

Art. 46 Etablissement d'un duplicata de certificat d'assurance

conformément aux directives de l'Office des assurances sociales et de la surveillance des fondations

Encaissement

Art. 47 Décision

CHF 50.--

Travaux exécutés par le personnel communal et mise à disposition de véhicules communaux

Art 48 ¹ Tarifs horaires cantonniers et concierges

CHF 60.-- / he

² Matériel:

Nacelle (1ère he)

CHF 150.-- / he

Nacelle dès 2ème he

CHF 30.-- / he

Véhicule avec chauffeur

CHF 80.-- / he

Véhicule avec fraise à neige et chauffeur

CHF 120.-- / he

Balayeuse avec chauffeur

CHF 150.-- / he

III. Dispositions transitoires et finales

Tarif des émoluments	<p>Art. 49 ¹ Conformément au présent règlement, le conseil communal arrête dans un tarif des émoluments (ordonnance) les taux horaires de l'émolument I et de l'émolument II.</p> <p>² Le conseil communal fixe, dans le tarif des émoluments, les émoluments de chancellerie (photocopies, etc.) et l'indemnisation des frais de la commune qui n'ont pas été déterminés dans le présent règlement.</p> <p>³ Le conseil communal décide et publie l'entrée en vigueur du tarif des émoluments.</p>
Disposition transitoire	<p>Art. 50 Toute personne ayant, avant l'entrée en vigueur du présent règlement, requis ou occasionné une prestation, doit des émoluments d'après l'ancien droit.</p>
Entrée en vigueur	<p>Art. 51 ¹ Le présent règlement entre en vigueur le 01.01.2016.</p> <p>² Ce dernier abroge le règlement sur les émoluments du 03.12.2012 et toutes les autres prescriptions contraires.</p>

Ainsi délibéré et approuvé par le Conseil municipal lors de sa séance du 19 octobre 2015.

AU NOM DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Président

Le Secrétaire

N. Schindelholz

T. Egger

Ainsi délibéré et approuvé par l'assemblée municipale du 7 décembre 2015.

AU NOM DE L'ASSEMBLÉE MUNICIPALE

Le Président

Le Secrétaire

P. Drompt

S. Chappuis


Dépôt public

Le secrétaire municipal soussigné certifie que le règlement du cimetière a été déposé officiellement par l'organe compétent durant 30 jours avant l'assemblée municipale. Il a fait publier le dépôt public dans la Feuille officielle du district de Courtelary No 41 du 5 novembre 2015, assortie de l'indication des voies de droit.

2603, Péry-La Heutte le

Le secrétaire municipal

12 novembre 2015

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.